

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/13

13 mai 1996

(96-1848)

ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
27 mars 1996

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 27 mars 1996

Président: M. Celso Lafer (Brésil)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes	1
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde	1
2. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés	4
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde	4
3. Turquie - Mesures concernant les importations de textiles et de vêtements	6
- Déclaration de l'Inde	6
4. Etats-Unis - Relèvement des taux de droits applicables à certains produits des Communautés européennes (Proclamation présidentielle n° 5759 du 24 décembre 1987)	8
- Déclaration des Communautés européennes	8
5. Turquie - Mesures concernant les importations de textiles et de vêtements	9
- Déclaration de Hong Kong	9
6. Demandes de participation à des consultations au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends	10
- Annonce du Président	10
1. <u>Etats-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes</u>	
- <u>Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS32/1)</u>	

Le Président a appelé l'attention sur la communication de l'Inde reproduite sous la cote WT/DS32/1. Il a rappelé que, dans le cas de différends engagés au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements qui avaient été examinés par l'Organe de supervision des textiles (OSpT), mais qui demeuraient sans solution, "chacun des Membres pourra porter [la question] devant l'Organe de règlement

des différends (ORD) et invoquer le paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends".¹

Le représentant de l'Inde a dit que tous les détails de la question avaient été exposés dans le document WT/DS32/1 distribué le 15 mars 1996. Il a rappelé que, le 30 décembre 1994, l'Inde avait reçu des Etats-Unis une demande de consultations au titre de l'accord bilatéral sur les textiles² au sujet des importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes (catégorie 435). Les délégations de l'Inde et des Etats-Unis s'étaient réunies à Genève les 18 et 19 avril 1995 pour examiner certaines questions d'intérêt mutuel relatives aux textiles, y compris la demande de consultations susmentionnée. Le 18 avril 1995, l'Inde avait expliqué que les Etats-Unis ne pouvaient pas, d'un point de vue juridique, poursuivre des consultations au titre de l'accord bilatéral, qui avait cessé d'être applicable le 31 décembre 1994, et avait exposé les anomalies et incompatibilités qui pouvaient apparaître au regard de l'Accord sur les textiles et les vêtements si les Etats-Unis devaient maintenir leur demande. A la même date, les Etats-Unis avaient présenté une nouvelle demande de consultations au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements au sujet des importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes (catégorie 435). Sur la base de cette nouvelle demande, des consultations avaient eu lieu du 14 au 16 juin 1995. L'Inde avait fait observer, en se fondant sur les données fournies avec la demande, que les Etats-Unis avaient fait référence à "un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave" pour leur branche de production, mais n'avaient pas indiqué clairement s'ils avaient déterminé qu'il s'agissait d'une situation de "préjudice grave" ou de "menace réelle de préjudice grave", bien que l'exposé joint au texte de cette demande ait fait constamment référence à un "préjudice grave". L'Inde avait fait valoir, sur la base de cette donnée, que rien ne justifiait une mesure au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Toutefois, le 14 juillet 1995, les Etats-Unis avaient imposé une limitation unilatérale visant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes en provenance de l'Inde avec effet rétroactif au 18 avril 1995.

Conformément à l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'OSpT avait examiné la question du 28 août au 1er septembre et du 12 au 15 septembre 1995, et avait constaté qu'aucun préjudice grave n'avait été démontré. Cependant, les membres de l'OSpT n'avaient pas pu parvenir à un consensus sur l'existence d'une menace réelle de préjudice grave. L'OSpT avait fait observer que, lors de l'examen de ses constatations sur cette question, les parties devaient tenir compte du fait que l'Accord sur les textiles et les vêtements ne disait rien sur la question de savoir si la limitation pouvait continuer d'être appliquée. L'Inde avait espéré qu'à la suite des constatations auxquelles était arrivé l'OSpT, les Etats-Unis retireraient la limitation. Sans préjudice de ses droits au titre de l'Accord sur l'OMC, l'Inde avait envoyé à l'OSpT une communication, au titre de l'article 8:6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, appelant son attention sur le maintien de la limitation. Selon elle, aux termes de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, des mesures de sauvegarde transitoires ne pouvaient être maintenues, et être justifiées, que si elles étaient approuvées par l'OSpT. L'absence de consensus indiquait que la mesure examinée n'avait pas été considérée comme justifiée et n'était donc pas valable au regard de l'Accord sur les textiles et les vêtements. A la réunion qu'il avait tenue du 13 au 17 novembre, l'OSpT était revenu sur cette question et avait constaté qu'il ne pouvait ajouter aucune recommandation à la conclusion à laquelle il était parvenu à sa réunion de septembre. En outre, en l'absence de consensus sur l'existence d'une menace réelle de préjudice grave, l'OSpT n'avait pas été en mesure de se mettre d'accord sur le point de savoir si la limitation pouvait être maintenue. Il avait conclu qu'il avait terminé son examen de la question au titre des dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

¹Article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

²Accord entre les Etats-Unis et l'Inde conclu au titre de l'AMF.

La question est demeurée sans solution malgré: i) les consultations qui ont eu lieu entre l'Inde et les Etats-Unis, au titre de l'article 6:7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, en avril et juin 1995; ii) l'examen effectué par l'OSpT conformément à l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements à ses réunions d'août et septembre 1995; iii) la communication que l'Inde a envoyée à l'OSpT, au titre de l'article 8:6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, en octobre 1995, sans préjudice de ses droits au titre de l'Accord sur l'OMC, concernant le maintien par les Etats-Unis de la limitation visant la catégorie 435 bien que l'OSpT n'ait pas reconnu le bien-fondé de la mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis; et iv) l'examen de la question par l'OSpT et son rapport à ce sujet à sa réunion de novembre 1995.

L'Inde considérait que toutes les prescriptions de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements relatives au recours direct à l'article XXIII:2 du GATT de 1994 étaient remplies. Elle demandait donc qu'un groupe spécial soit établi à la présente réunion. Elle demandait également que le groupe spécial examine et constate ce qui suit: i) la limitation imposée par les Etats-Unis, le 14 juillet 1995, sur les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes (catégorie 435) en provenance de l'Inde, avec effet à compter du 18 avril 1995, était incompatible avec les articles 6, 8 et 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements; ii) la décision des Etats-Unis d'imposer la limitation sur les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes (catégorie 435) en provenance de l'Inde annulait ou compromettait les avantages résultant pour elle de l'Accord sur l'OMC, du GATT de 1994 et, en particulier, de l'Accord sur les textiles et les vêtements; iii) la décision des Etats-Unis de maintenir la limitation visant la catégorie 435 était également injustifiée compte tenu des constatations de l'OSpT selon lesquelles l'existence d'un préjudice grave n'avait pas été démontrée et de l'absence de consensus sur l'existence d'une menace réelle de préjudice grave; et iv) les Etats-Unis devaient mettre cette mesure en conformité avec l'Accord sur les textiles et les vêtements en retirant la limitation imposée sur les importations de la catégorie 435 en provenance de l'Inde.

L'Inde avait également demandé que le groupe spécial fasse les constatations supplémentaires suivantes: i) l'absence de recommandation claire de l'OSpT reconnaissant le bien-fondé de la mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis signifiait que l'OSpT ne considérait pas la mesure de sauvegarde comme étant justifiée et que le pays importateur était donc juridiquement tenu de retirer la limitation; ii) conformément à l'Accord sur les textiles et les vêtements, notamment son article 6, c'était aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, qu'il incombait de démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave et ils devaient faire cette détermination avant d'invoquer l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements; il était à noter que les données à fournir seraient différentes selon qu'il s'agirait d'une détermination de préjudice grave ou de menace réelle de préjudice grave; iii) aucune disposition de l'Accord sur les textiles et les vêtements ne permettait aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, d'imposer une limitation avec effet rétroactif. L'Inde demandait que le groupe spécial soit doté du mandat type prévu à l'article 7:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'en septembre 1995, lorsque l'OSpT avait pris sa décision au sujet de la catégorie 435, qui comprenait les manteaux de laine pour femmes et fillettes, son pays avait indiqué qu'il était disposé à reconsidérer la limitation qu'il appliquait à la catégorie 435 en fonction de l'évolution ultérieure du marché. Il y avait plusieurs mois, les Etats-Unis avaient acquis la conviction que la limitation visant la catégorie 435 n'était plus nécessaire. Les autorités des Etats-Unis avaient demandé à l'Inde l'ouverture de consultations à ce sujet. Il n'avait pas été possible de trouver des dates mutuellement acceptables pour ces consultations. Il était regrettable que l'Inde ait demandé l'établissement d'un groupe spécial avant de donner aux Etats-Unis cette possibilité de régler la question de la limitation qu'ils appliquaient à la catégorie 435. En conséquence, les Etats-Unis n'étaient pas en mesure, à la présente réunion, de s'associer à un consensus concernant l'établissement d'un groupe spécial. La responsable des négociations sur les textiles des Etats-Unis communiquerait directement à son homologue indien la décision des Etats-Unis de retirer la limitation.

Le représentant de l'Inde a dit que les Etats-Unis se référaient probablement aux indications informelles données au cours d'un examen effectué par l'OSpT en septembre, selon lesquelles ils seraient disposés à reconsidérer leur limitation visant la catégorie 435 en fonction de l'évolution ultérieure du marché. Il a fait observer que, le 7 novembre 1995, les Etats-Unis avaient envoyé à l'OSpT une communication dans laquelle ils avaient indiqué qu'ils avaient décidé de maintenir leur limitation concernant la catégorie susmentionnée comme le prévoyait l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Il a indiqué que la déclaration faite aujourd'hui ne concordait pas avec la communication envoyée à l'OSpT le 7 novembre et il doutait de la nécessité pour les Etats-Unis, s'ils avaient acquis la conviction il y avait plusieurs mois que la limitation visant la catégorie 435 n'était plus nécessaire, de tenir des consultations avec l'Inde avant le retrait de la limitation. Il craignait que les Etats-Unis ne demandent des consultations bilatérales avant de retirer effectivement la limitation pour demander à l'Inde de faire une concession importante en contrepartie du retrait de la limitation par les Etats-Unis. Il a noté que les Etats-Unis n'étaient pas disposés à accepter qu'un groupe spécial soit établi à la présente réunion. En conséquence, il a demandé qu'une réunion extraordinaire de l'ORD soit convoquée d'urgence afin d'examiner cette question.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion. En raison des vacances de Pâques, la réunion ne serait pas convoquée dans un délai de 15 jours comme le prévoyait le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, mais le 17 avril 1996, étant entendu que cela ne constituerait pas un précédent pour la convocation des réunions de l'ORD.

2. Etats-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS33/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication de l'Inde reproduite sous la cote WT/DS33/1. Comme il l'avait rappelé au sujet du point précédent, dans le cas de différends engagés au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements qui avaient été examinés par l'Organe de supervision des textiles (OSpT), mais qui demeuraient sans solution, "chacun des Membres pourra porter [la question] devant l'Organe de règlement des différends (ORD) et invoquer le paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends".³

Le représentant de l'Inde a dit que tous les détails de la question avaient été exposés dans le document WT/DS33/1 distribué le 15 mars 1996. Il a rappelé que, le 30 décembre 1994, l'Inde avait reçu des Etats-Unis une demande de consultations au titre de l'accord bilatéral sur les textiles⁴ au sujet des importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés (catégorie 440). Les délégations de l'Inde et des Etats-Unis s'étaient réunies à Genève les 18 et 19 avril 1995 pour examiner certaines questions d'intérêt mutuel relatives aux textiles, y compris la demande de consultations susmentionnée. Le 18 avril 1995, l'Inde avait expliqué que les Etats-Unis ne pouvaient pas, d'un point de vue juridique, poursuivre des consultations au titre de l'accord bilatéral, qui avait cessé d'être applicable le 31 décembre 1994, et avait exposé les anomalies et incompatibilités qui pouvaient apparaître au regard de l'Accord sur les textiles et les vêtements si les Etats-Unis devaient maintenir leur demande. A la même date, les Etats-Unis avaient présenté une nouvelle demande de consultations au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements au sujet des importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés (catégorie 440). Sur la base de cette nouvelle demande, des consultations avaient eu lieu du 14 au 16 juin 1995. L'Inde avait fait observer, en se fondant sur les données fournies avec la demande, que les Etats-Unis avaient fait référence à "un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave" pour leur branche de production, mais n'avaient pas indiqué clairement s'ils avaient

³Article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

⁴Accord entre les Etats-Unis et l'Inde conclu au titre de l'AMF.

déterminé qu'il s'agissait d'une situation de "préjudice grave" ou de "menace réelle de préjudice grave", bien que l'exposé joint au texte de cette demande ait fait constamment référence à un "préjudice grave". L'Inde avait fait valoir, sur la base de cette donnée, que rien ne justifiait une mesure au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Toutefois, le 14 juillet 1995, les Etats-Unis avaient imposé une limitation unilatérale visant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés, en provenance de l'Inde avec effet rétroactif au 18 avril 1995.

Conformément à l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'OSpT avait examiné la question du 28 août au 1er septembre et du 12 au 15 septembre 1995, et avait constaté que la menace réelle de préjudice grave avait été démontrée, et pouvait être attribuée à l'accroissement brusque et substantiel des importations en provenance de l'Inde. Cependant, l'OSpT n'avait pas indiqué s'il avait examiné l'allégation des Etats-Unis concernant le "préjudice grave". Le 16 octobre 1995, conformément à l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Inde avait envoyé à l'OSpT une communication exposant les raisons pour lesquelles elle ne pouvait pas se conformer à la recommandation de l'OSpT. Elle avait fait observer, entre autre choses, que l'OSpT n'avait pas examiné les critères de détermination d'une menace réelle de préjudice grave au cours de son examen de la question et qu'aucune opinion n'avait été émise non plus sur la question de l'application rétroactive de la limitation. Elle avait également mentionné l'absence de données ainsi que l'inadéquation des données présentées par les Etats-Unis au sujet de plusieurs facteurs auxquels il était fait référence dans l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et avait estimé qu'il n'existait pas du tout de situation de "menace réelle de préjudice grave". Du 13 au 17 novembre, l'OSpT était revenu sur cette question et avait constaté qu'il ne pouvait ajouter aucune recommandation à la conclusion à laquelle il était parvenu à sa réunion de septembre. Il avait considéré qu'il avait terminé son examen de la question.

La question est demeurée sans solution malgré: i) les consultations qui ont eu lieu entre l'Inde et les Etats-Unis, au titre de l'article 6:7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, en avril et juin 1995; ii) l'examen effectué par l'OSpT au titre de l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements à ses réunions d'août et septembre 1995; iii) la communication que l'Inde a envoyée à l'OSpT, au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, exposant les raisons pour lesquelles l'Inde ne pouvait pas se conformer aux recommandations de l'OSpT; et iv) l'examen de la question par l'OSpT et son rapport à ce sujet au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements à sa réunion de novembre 1995. L'Inde considérait que toutes les prescriptions de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements relatives au recours direct à l'article XXIII:2 du GATT de 1994 étaient pleinement remplies. Elle demandait donc qu'un groupe spécial soit établi à la présente réunion. Elle demandait également que le groupe spécial examine et constate ce qui suit: i) la limitation imposée par les Etats-Unis, le 14 juillet 1995, sur les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés, en provenance de l'Inde, avec effet à compter du 18 avril 1995, était incompatible avec les articles 6, 8 et 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements; ii) la décision des Etats-Unis d'imposer la limitation sur les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés, en provenance de l'Inde annulait ou compromettait les avantages résultant pour elle de l'Accord sur l'OMC, du GATT de 1994 et, en particulier, de l'Accord sur les textiles et les vêtements; iii) les Etats-Unis devaient mettre cette mesure en conformité avec l'Accord sur les textiles et les vêtements en retirant la limitation imposée sur les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine, tissés, en provenance de l'Inde.

L'Inde avait également demandé que le groupe spécial fasse les constatations supplémentaires suivantes: i) en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements, notamment de son article 6, c'était aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, qu'il incombait de démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave. Les Etats-Unis devaient déterminer, avant d'invoquer l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, s'ils feraient valoir qu'il existait un préjudice grave ou qu'il existait une menace réelle de préjudice grave. Ces deux allégations n'étaient pas interchangeables car les données à fournir seraient différentes. Il ne serait pas valable de transférer

une sauvegarde transitoire dans une situation de menace réelle lorsque l'allégation de préjudice grave n'avait pas été acceptée; ii) aucune disposition de l'Accord sur les textiles et les vêtements ne permettait aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, d'imposer une limitation avec effet rétroactif. L'Inde demandait que le groupe spécial soit doté du mandat type prévu à l'article 7:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays n'était pas en mesure de s'associer à un consensus concernant l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion. L'Inde était naturellement libre de maintenir sa demande d'établissement d'un groupe spécial au sujet de cette question. Il a rappelé que, dans ce différend, l'OSpT avait admis, à l'unanimité, l'existence d'une menace réelle de préjudice grave sur le marché des Etats-Unis. Il avait également pu attribuer cette menace aux importations en provenance de l'Inde. Les Etats-Unis regrettaient que l'Inde ait demandé l'établissement d'un groupe spécial alors que l'OSpT avait pris cette décision unanime. Les Etats-Unis avaient fait l'objet de trois recommandations défavorables de l'OSpT et ils avaient accepté chacune sans question. La décision de l'Inde compromettait l'efficacité de l'OSpT en mettant en question son autorité même dans des cas où celui-ci s'était clairement prononcé.

Le représentant de l'Inde a déclaré que son pays regrettait que les Etats-Unis aient indiqué que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde compromettait l'efficacité de l'OSpT. Il a fait observer que si, en se prévalant des recours juridiques qu'offrait un accord, on compromettait l'efficacité d'une institution participant au processus, on pouvait dire que l'appel formé récemment par les Etats-Unis au sujet du rapport d'un groupe spécial compromettrait l'efficacité du processus du groupe spécial. Dans le présent différend, l'Inde avait suivi rigoureusement la lettre et l'esprit de l'Accord sur les textiles et les vêtements. L'article 8:10 dudit accord donnait aux Membres la possibilité d'exposer, dans un délai de un mois, les raisons pour lesquelles ils ne pouvaient pas se conformer aux recommandations de l'OSpT. L'intervenant a rappelé que, dans la présente affaire, l'OSpT avait examiné de nouveau la question mais n'avait pas été en mesure de modifier sa conclusion précédente. En vertu de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Inde avait le droit de demander l'établissement d'un groupe spécial. Il a regretté également que les Etats-Unis aient fait référence à la décision unanime de l'OSpT. Il a rappelé que les membres de l'OSpT siégeaient sur une base *ad personam* et, même s'ils s'associaient à un consensus sur une question déterminée, cela ne liait pas les gouvernements. Conformément à l'Accord sur les textiles et les vêtements, les membres de l'OSpT désignés par les pays qui étaient parties au différend soumis à examen ne pouvaient pas bloquer la décision. Il a demandé à l'ORD de convoquer une réunion afin de revenir sur cette question le plus tôt possible.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de convoquer une réunion le 17 avril afin de revenir sur cette question.

3. Turquie - Mesures concernant les importations de textiles et de vêtements
- Déclaration de l'Inde

Le représentant de l'Inde a dit que les autorités de son pays avaient demandé à la Turquie l'ouverture de consultations au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994 et de l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends au sujet des restrictions quantitatives imposées unilatéralement à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements en provenance de l'Inde. La demande de consultations figurant dans le document WT/DS34/1 avait été distribuée le 25 mars. L'Inde attendait la réponse de la Turquie afin de fixer une date et un lieu mutuellement acceptables pour les consultations.

Le représentant de la Turquie a dit que sa délégation confirmerait prochainement qu'elle était prête à engager des consultations avec l'Inde sur cette question. Toutefois, il souhaitait souligner

plusieurs points. Premièrement, les restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements avaient été introduites en application de l'union douanière entre la Communauté européenne et la Turquie, qui était pleinement conforme aux prescriptions de l'article XXIV du GATT de 1994. Aux termes de l'article XXIV:8 a) du GATT de 1994 et de l'article 12 de la Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE/Turquie, figurant dans le document WT/REG22/1, la Turquie devait appliquer, dans le secteur textile, une politique commerciale substantiellement similaire à celle des Communautés. Deuxièmement, avant l'établissement de l'union douanière, la Turquie n'importait pratiquement pas de vêtements en raison du niveau élevé des droits de douane et d'autres mesures. Actuellement, 90 pour cent des restrictions quantitatives, à l'égard des pays tiers, visaient des produits qui n'avaient pas, ou pratiquement pas, été importés en Turquie pendant les trois dernières années. Il ne faisait aucun doute que l'établissement de l'union douanière avait entraîné une ouverture considérable de l'ensemble du marché turc grâce à une réduction substantielle des droits de douane et à l'élimination des autres obstacles au commerce. Le régime communautaire de restrictions quantitatives visant les produits textiles et les vêtements paraissait peut-être moins libéral, mais en fait son introduction ouvrirait un marché qui était précédemment fermé. Depuis août 1995, avant l'établissement de l'union douanière, la Turquie avait déployé des efforts considérables pour tenir des consultations avec toutes les parties concernées, dont l'Inde, afin de trouver des solutions convenues d'un commun accord. De nombreux pays avaient fait preuve d'une grande flexibilité et d'une grande compréhension dans ce domaine. Par contre, malgré plusieurs tentatives, l'Inde n'avait pas répondu positivement au souhait de la Turquie de tenir des consultations. Les restrictions quantitatives visant les produits textiles et les vêtements ne constituaient qu'un sous-secteur de l'union douanière et ne devaient pas être examinées séparément. De l'avis de l'intervenant, ces mesures et tous les autres aspects de l'union douanière entre les deux parties devaient être examinés par le Comité des accords commerciaux régionaux. Enfin, des consultations à ce sujet ne devaient pas être demandées uniquement avec la Turquie, mais avec les deux parties à l'union douanière.

Le représentant de Hong Kong a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 21 février sa délégation avait fait une déclaration à ce sujet.⁵ Il n'avait qu'une observation spécifique à faire à la présente réunion. Alors que les restrictions quantitatives étaient imposées depuis près de trois mois, aucun détail n'avait été communiqué à ce sujet par la Turquie. Hong Kong croyait comprendre que ces restrictions quantitatives étaient intérimaires et avaient été conçues pour une période initiale de trois mois, qui prendrait fin à la fin du mois de mars. Hong Kong avait demandé précédemment à la Turquie de supprimer sa mesure. L'intervenant a demandé instamment à la Turquie non pas de modifier son régime intérimaire de restrictions quantitatives ou de le reconduire au-delà de la fin de ce mois, mais de le supprimer.

Le représentant des Communautés européennes a dit que, comme la Turquie l'avait indiqué, les Communautés avaient souhaité, à plusieurs occasions, tenir des consultations avec l'Inde. Toutefois, ces efforts n'avaient pas abouti car l'Inde n'était pas prête à engager des consultations. Il a rappelé que, le 31 juillet 1995, la Turquie avait exprimé le désir de tenir des consultations avec l'Inde sur cette question, mais n'avait reçu aucune réponse. L'Inde avait été contactée par la Turquie, à Ankara, en novembre 1995. Les Communautés avaient également contacté l'Inde à Bruxelles. L'intervenant a dit de nouveau que, étant donné que cette question portait sur un aspect de l'union douanière, si l'on se concentrait sur ce seul aspect, on aurait une image faussée de la situation générale. Il pensait donc que tous les aspects de l'union douanière devraient être pris en considération lors de l'examen par le Comité des accords commerciaux régionaux. Il a reconnu que l'Inde avait le droit de demander des consultations sur cette question. Toutefois, comme l'union douanière était établie entre la Turquie et les Communautés, il a exprimé l'espoir que les Communautés participeraient à ces consultations.

⁵WT/DSB/M/11.

Le représentant du Japon a fait part du grand intérêt de sa délégation pour cette question et a dit que, bien que le Japon n'ait pas de renseignements détaillés, il avait quelques doutes quant à la compatibilité des mesures avec l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Il a donc demandé de plus amples renseignements à ce sujet.

Le représentant de l'Inde a remercié la délégation de la Turquie d'avoir indiqué qu'elle était prête à engager des consultations sur la question. L'Inde, comme Hong Kong et le Japon, n'avait pas de détails officiels sur le sujet. Pour ce qui était des efforts déployés afin de tenir des consultations, dont les Communautés avaient parlé, l'Inde ne voyait pas bien au titre de quelles dispositions de l'Accord sur l'OMC ces restrictions avaient été imposées - et ce manque de clarté existait depuis très longtemps. Toutefois, l'intervenant donnerait une réponse écrite à ce sujet ultérieurement. Il a rappelé qu'une première communication sur la question avait été reçue le 22 décembre 1995 et que les restrictions avaient été imposées le 1er janvier 1996. Il a souligné que les consultations au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994 étaient essentiellement bilatérales.

L'ORD a pris note des déclarations.

4. Etats-Unis - Relèvement des taux de droits applicables à certains produits des Communautés européennes (Proclamation présidentielle n° 5759 du 24 décembre 1987)
 - Déclaration des Communautés européennes

Le représentant des Communautés européennes, prenant la parole au titre des "Autres questions", a appelé l'attention sur les mesures unilatérales prises par les Etats-Unis à titre de "compensation" face à la directive des Communautés interdisant l'utilisation d'hormones dans la production de bovins et à l'interdiction d'importer dans les Communautés de la viande bovine provenant d'animaux traités aux hormones. Comme les Etats-Unis l'avaient demandé, les deux parties tiendraient des consultations à ce sujet plus tard dans la journée. Toutefois, il a souligné que, tout en demandant les consultations, les Etats-Unis avaient adopté et maintenaient, depuis janvier 1989, des mesures unilatérales en vertu de la Proclamation présidentielle n° 5759 du 24 décembre 1987 destinées à "compenser" le dommage subi du fait des mesures prises par les Communautés. Les Etats-Unis avaient imposé des droits punitifs sur les importations de produits tels que: viande bovine, extraits de café solubles ou instantanés, certaines boissons à faible teneur en alcool, tomates (en conserve), jus de fruits et aliments pour animaux domestiques. La valeur de ces importations s'était élevée à plus de 90 millions de dollars EU. Les Communautés considéraient que, compte tenu des règles multilatérales convenues par les Membres, l'attitude des Etats-Unis était inacceptable, car ils avaient fait des déterminations concernant à la fois la licéité des mesures communautaires et le dommage commercial qu'ils avaient subi. Les Etats-Unis agissaient ainsi en tant que juge et partie dans cette affaire, alors que c'était à l'OMC qu'il incombait de se prononcer sur la licéité de toute mesure faisant l'objet d'un différend. Il était également contradictoire et inacceptable que l'étendue du dommage commercial soit déterminée avant que l'OMC examine la licéité des mesures. C'était un fondement essentiel des règles de l'OMC. Il était contradictoire qu'un Membre applique des mesures de rétorsion unilatérales contre un autre Membre et demande en même temps des consultations au titre des règles de l'OMC. Par le passé, les Communautés avaient, dans d'autres affaires qui ne les concernaient pas directement, contesté le recours à de telles mesures unilatérales et même la menace de telles mesures qui pouvait avoir des effets négatifs sur le commerce. A la présente réunion, l'intervenant voulait seulement exprimer ses préoccupations concernant la position des Etats-Unis sur cette question.

Le représentant du Japon a dit que les Membres avaient l'obligation de régler tout différend relevant du champ de l'Accord sur l'OMC en recourant aux dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. De l'avis de sa délégation, la tentative faite par les Etats-Unis pour trouver une solution à cette question en recourant à des mesures unilatérales était donc contraire non seulement à la lettre mais aussi à l'esprit du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends,

et ne devait pas être tolérée à l'OMC. Le Japon estimait que cette question devait être réglée par l'utilisation du mécanisme de règlement des différends.

Le représentant du Canada a rappelé que son pays avait demandé à participer aux consultations qui avaient été demandées par les Etats-Unis avec les Communautés européennes au sujet de l'interdiction des importations de viande bovine contenant des hormones.⁶ Au sujet du point soulevé par les Communautés concernant la mesure de rétorsion prise en 1989 par les Etats-Unis, il a dit que le Canada croyait profondément au système de règlement des différends et considérait que des mesures de rétorsion ne devaient être prises qu'après avoir été autorisées par l'ORD. Il a noté que les mesures des Etats-Unis avaient été prises avant l'achèvement du Cycle d'Uruguay et la mise en oeuvre de ses résultats. Le Canada espérait que, dans les circonstances nouvelles, des situations similaires n'apparaîtraient pas de nouveau de la même manière.

L'Organe de règlement des différends a pris note des déclarations.

5. Turquie - Mesures concernant les importations de textiles et de vêtements
- Déclaration de Hong Kong (WT/DS29/1)

Le représentant de Hong Kong, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 21 février, sa délégation avait fait part de ses graves préoccupations concernant l'imposition unilatérale par la Turquie de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements en provenance d'un grand nombre de fournisseurs, parmi lesquels Hong Kong. A cette occasion, Hong Kong avait demandé instamment la suppression des mesures prises par la Turquie. Le 12 février, les autorités de Hong Kong avaient demandé à la Turquie l'ouverture de consultations au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 et de l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.⁷ Après quatre communications adressées à la Turquie, la date et le lieu des consultations n'avaient pas encore été déterminés et le délai de 30 jours dans lequel les consultations doivent être engagées, comme le prévoit l'article 4:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, s'était déjà écoulé. Toutefois, il croyait savoir que la Turquie avait indiqué, à titre informel, qu'elle était d'accord pour tenir des consultations au milieu du mois d'avril. Si la Turquie confirmait cette information à la présente réunion, Hong Kong attribuerait ce résultat à l'incidence très positive, bien que parfois non déclarée, de l'ORD.

Le représentant de la Thaïlande, s'exprimant également au nom de la Malaisie et des Philippines, a rappelé que, le 22 février, les Membres susmentionnés avaient demandé à participer aux consultations au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, au sujet de l'imposition unilatérale par la Turquie de restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements.⁸ Il a regretté que le délai de 30 jours dans lequel les consultations devaient être engagées, comme il était prévu à l'article 4:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, soit écoulé et que ces Membres, bien qu'ils aient été prêts à attendre patiemment et à accepter une éventuelle nouvelle date pour les consultations, n'aient encore reçu aucune réponse officielle de la Turquie à ce sujet. Etant donné leur intérêt commercial substantiel dans cette affaire, l'absence de réponse à la demande de consultations ne devait pas compromettre les efforts réels déployés par les parties plaignantes pour trouver une solution mutuellement satisfaisante le plus tôt possible. L'intervenant espérait que la Turquie donnerait une réponse circonstanciée le plus tôt possible. Il a demandé

⁶WT/DS26/4.

⁷WT/DS29/1.

⁸WT/DS29/3.

instamment qu'à l'avenir les décisions de cette nature soient prises suffisamment à l'avance pour permettre à tous les Membres concernés de planifier plus efficacement leur action.

Le représentant de la Turquie a confirmé que son pays avait accepté de tenir des consultations avec Hong Kong les 16 et 17 avril à Genève. Il a pris note de la déclaration faite par la Thaïlande, qui serait transmise aux autorités de son pays.

L'ORD a pris note des déclarations.

6. Demandes de participation à des consultations au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

- Annonce du Président

Le Président a dit qu'il y avait eu récemment plusieurs cas dans lesquels un certain nombre de délégations avaient informé l'ORD de leur désir d'être admises à participer aux consultations engagées par d'autres Membres, conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. La pratique du Secrétariat avait été dans ces cas de distribuer le texte intégral de la notification comme document WT/DS. Toutefois, la traduction et la distribution du texte intégral prenaient du temps, en particulier lorsqu'il y avait de nombreuses demandes de participation aux mêmes consultations. De ce fait, les Membres ne se trouvaient souvent pas en mesure de savoir quels autres Membres avaient indiqué qu'ils désiraient être admis à participer aux consultations pendant la période de dix jours au cours de laquelle ces demandes pouvaient être présentées. Pour accélérer le traitement et la distribution des communications, le Président a proposé une amélioration de la procédure. Les communications contenant une demande de participation aux consultations ne seraient pas reproduites dans leur intégralité, sauf demande contraire formulée par le Membre concerné. Le Secrétariat distribuerait à la place une note indiquant qu'un Membre avait demandé à être admis à participer aux consultations et que le texte de la communication de ce Membre pouvait être consulté au Secrétariat. Le Président espérait que cette modification contribuerait à rendre plus efficace le fonctionnement du système de règlement des différends. Il a annoncé que le texte de cette proposition était à la disposition des délégations à la réception et qu'il reviendrait sur cette proposition à la prochaine réunion de l'ORD.⁹

L'ORD est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

⁹Distribuée ultérieurement sous la cote WT/DSB/W/23.